



**PRÉFÈTE  
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
11 rue de l'île de Corse  
CS 12247  
54035 Nancy

Nancy, le 17/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 28/02/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**SCHWEITZER**

128 et 198 impasse Clément Ader  
54710 Ludres

Références : 2025\_0227  
Code AIOT : 0006205874

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2025 dans l'établissement SCHWEITZER implanté 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 Ludres. L'inspection a été annoncée le 20/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCHWEITZER
- 128 et 198 impasse Clément Ader 54710 Ludres
- Code AIOT : 0006205874
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SCHWEITZER est spécialisée dans la production d’emballages ménagers (sacs plastiques et biodégradables). Elle est autorisée à exploiter ses installations par l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l’environnement relève de la responsabilité de l’exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l’administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l’exploitant. Les constats relevés par l’Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d’actions correctives à l’exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l’environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d’arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle           | Référence réglementaire                         | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-----------------------------|---|--|-----------------------|
| 2  | Protection contre la foudre | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 7.2.4 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 3 mois                |
| 3  | Ressources en eau et mousse | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 7.5.3 | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle        | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--------------------------|---|-------------------|
| 1  | Nature des installations | Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 1.2.1 | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a relevé des non-conformités qui nécessitent quelques ajustements de la part de l'exploitant.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature des installations

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 1.2.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Rubrique de classement  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Dans son porter à connaissance de 2018, l'exploitant a sollicité une modification portant sur : <ul style="list-style-type: none"> <li>l'augmentation de la production des sacs poubelles « classiques » passant : <ul style="list-style-type: none"> <li>pour l'extrusion soufflage de 75 t/j (actuellement autorisé) à 90t/j</li> <li>pour la transformation de matières plastiques de 75 t/j à 90 t/j.</li> </ul> </li> <li>la modification des productions en fabriquant des sacs poubelles « bio » en remplacement d'une partie de la production des sacs poubelles « classiques »;</li> <li>l'intégration de la régénération des déchets plastiques venant de l'extérieur (déchets provenant du Groupe et des déchets provenant des centres commerciaux). Ainsi, la société SCHWEITZER portera sa capacité de traitement de 22 t/j actuellement autorisée à 40 t/j.</li> </ul> Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a précisé qu'un nouveau porter à connaissance sera |

prochainement transmis à Madame le préfet de Meurthe-et-Moselle relatif aux modifications effectuées sur le site depuis 2018.

Par ailleurs, comme précisé dans le rapport référencé PP/ALF/194-2018 du 11 mai 2018, l'activité de régénération de déchets plastiques externes existe depuis le début de l'exploitation de l'établissement. Elle figure explicitement dans le dossier de demande d'autorisation d'exploiter dont l'instruction a abouti à l'arrêté préfectoral d'autorisation 2008/208 du 25 juin 2009.

Aussi, les déchets devant être réceptionnés, triés et regroupés sont susceptibles de relever de la rubrique 2714 de la nomenclature des installations classées sous le régime de la déclaration.

**A ce titre, l'inspection précise que l'instruction de ces demandes de modifications feront l'objet d'un rapport distinct. Dans ce cadre, l'inspection précise que des compléments pourront être demandés. A l'issue, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera proposé à l'exploitant afin de mettre à jour notamment le tableau de nomenclature des activités de la société SCHWEITZER.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Protection contre la foudre

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 7.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Protection contre la foudre

### **Prescription contrôlée :**

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

### **Constats :**

L'exploitant a présenté le dernier contrôle du 6 décembre 2023 de ses dispositifs de protection contre la foudre.

L'exploitant a précisé avoir débuté les démarches pour la réalisation de l'état des dispositifs de protection contre la foudre de ses installations qui doit faire l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent ( à réaliser en 2025)

Néanmoins, l'exploitant n'a pas fait réaliser la vérification visuelle par un organisme compétent qui aurait dû être réalisée en 2024, conformément à l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Par ailleurs, l'exploitant a présenté une Analyse du risque foudre et une étude technique de 2017, ainsi que le rapport de 2021 de mise en conformité de l'installation.

Néanmoins, l'inspection des installations classées s'interroge sur l'actualisation de l'analyse des risques foudre suite à l'implantation des deux auvents de stockage extérieurs, présents à proximité des silos de matières premières.

|   |
|---|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| Il est demandé à l'exploitant de justifier auprès de l'inspection des installations classées de la mise en place d'actions qui permettent de s'assurer de la vérification visuelle annuellement par un organisme compétent de l'état des dispositifs de protection contre la foudre et de transmettre une mise à jour de l'analyse des risques foudre le cas échéant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

**N° 3 : Ressources en eau et mousse**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/06/2009, article 7.5.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sprinklage   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br>Ce réseau comprend (...) un système d'extinction automatique d'incendie d'eau, débitant 200 m3/h et disposant d'une réserve de 420 m3 d'eau.   |
| <b>Constats :</b><br><br>Lors de la visite, l'exploitant a présenté le rapport de réception des modifications intervenues en 2019 sur le réseau de sprinklage. (l'ensemble des bâtiments est aujourd'hui sprinklé).<br>Il apparaît que le réseau de sprinklage sous pression constante dispose d'une réserve de 403 m3 ( 371 m3 pour le bac de réserve extérieur + 32 m3 pour le bac de réserve au sein de local sprinklage).<br>L'exploitant n'a pas pu présenter les éléments démontrant la capacité de stockage du réseau de sprinklage sous pression (capacité des tuyauteries) permettant d'obtenir au total une réserve d'eau de 420 m3 destinée à l'extinction automatique d'incendie d'eau. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  |
| Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées les éléments justifiant que le réseau comprenant un système d'extinction automatique d'incendie d'eau, dispose d'une réserve de 420 m3 d'eau au total.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant   |
| <b>Proposition de délais :</b> 2 mois   |